Trump vs Sanders : radicalisation politique aux Etats-Unis

Les élections aux Etats-Unis d'Amérique sont toujours assez observées, étant donné le poids de la première puissance capitaliste du monde. Dans le même temps, depuis de longues décennies elles n'ont pas beaucoup d'enjeu politique, se résumant à un spectacle entre deux écuries capitalistes (républicains et démocrates). Mais la campagne pour l'élection de 2016, lancée il y a plusieurs mois, montre qu'une radicalisation travaille le paysage politique, signe d'une société de plus en plus déchirée socialement.

Une radicalisation à l'extrême droite du parti républicain d'abord, avec le milliardaire Donald Trump qui fait beaucoup parler de lui. Il faut dire que ses mesures ne peuvent pas laisser indifférent :

- Il veut expulser 12 millions d'immigrés sans-papiers,
- Il traite les immigrés mexicains de « violeurs »… et veut un second mur à la frontière mexicaine (que le Mexique devrait financer lui-même)
- Il veut la fin du droit du sol inscrit au 14e amendement de la Constitution
- Il a évoqué la fermeture des frontières du pays aux musulman-e-s (qu'il veut ficher)
- Il exprime sur les femmes la domination patriarcale la plus décomplexée ("grosses truies", "chiennes", "bonnes à rien", et "animaux dégoûtants"…)
- Il nie le changement climatique à répétition
- Il n'hésite pas à se moquer publiquement d'un journaliste gêneur sur son handicap physique, etc.

Il se fait beaucoup d'ennemis, mais il déclenche aussi une ferveur réactionnaire, qui l'a fait passer d'un outsider au candidat favori du parti républicain. On ne peut pas dire que Ted Cruz et Marco Rubio (les deux autres candidats républicains) aient des positions plus progressistes (ils veulent quasiment interdire l'avortement…). Ils sont seulement un peu plus policés dans la forme.

Après des hésitations parce qu'il n'est pas issu de leurs rangs, le Tea Party et Sarah Palin ont déclaré leur soutien à Trump.

Le populisme inquiète les capitalistes

Avec son slogan « Make America great again », Trump s'appuie sur un sentiment de déclin de certaines couches sociales et leur sert un discours pointant une série de

boucs-émissaires. Sa politique est à 100 % une politique en faveur du capitalisme et de l'impérialisme US, mais sa façon brutale de le servir n'est pas la préférée des élites de Wall Street. Au contraire il les inquiète. Par exemple, *The Economist* titrait « Washington, nous avons un problème… » en septembre en parlant du succès de Trump.

D'une part, ses propos sont tellement rétrogrades par rapport aux évolutions de la société qu'il choque une majorité des électeurs/ices. Selon la plupart des sondages, il ne serait pas élu en duel contre Clinton.

D'autre part, certaines de ses attaques écornent des secteurs capitalistes. Par exemple son chauvinisme économique risque de nuire aux multinationales qui bénéficient de la mondialisation. Malgré les rivalités, il va trop loin pour elles lorsqu'il accuse la Chine *« d'exploiter »* les travailleur-se-s états-unien-ne-s. Il a aussi dénoncé les *hedge funds* qui ne paient pas d'impôts et sont *« tous partisans de Jeb Bush ou Hillary Clinton »*, et il hurle en permanence sur « Washington D.C » et « les fédéraux ». Un populisme d'extrême-droite donc.

Résultat, les milieux d'affaires sont majoritairement derrière Hillary Clinton, et en tout cas pour les plus liés aux Républicains, contre Trump.

On retrouve une friction similaire à celui qu'a Marine Le Pen (elle aussi très riche d'ailleurs) avec le MEDEF et les hauts-fonctionnaires, en raison de ses positions anti-euro, « anti-système », etc.

Bernie Sanders, un réformiste au Parti démocrate ?

Dans le cas d'en face, on assiste à un phénomène symétrique : la campagne de Bernie Sanders, sénateur du Vermont, se démarque nettement sur la gauche, et connaît une popularité qui bouscule l'establishment. Lors de ses meetings, il réunit bien plus de personnes enthousiastes que Clinton[1] alors qu'il n'a que la moitié de son budget de campagne[2]. Après avoir perdu de justesse la primaire dans l'Iowa, il a remporté une nette victoire dans le New Hampshire.

Sa campagne dénonce les inégalités sociales qui sont à un niveau record et ne peuvent plus être masquées. Sanders se veut dans la continuité des grèves de ces dernières années et du mouvement Occupy Wall Street, qui opposait les 99 % à « l'oligarchie » des 1 %[3]. Il défend des mesures sociales qui seraient plus que nécessaires pour les travailleur-se-s et les pauvres du pays :

- doubler le salaire minimum pour le porter à au moins 15 $ de l'heure
- investir dans l'éducation, et alléger les dettes des étudiants
- pour un système de santé 100 % public

Comment faire ? Il veut taxer les hauts revenus, réguler la finance, lutter contre l'évasion fiscale, lancer un programme de grands travaux inspiré du New Deal des

années 1930… Sa référence est le modèle social-démocrate des pays du Nord de l'Europe.

Pour cela, il dit qu'il faut « *une révolution politique contre la classe des milliardaires* ». Cela le fait évidemment passer pour un communiste dans son pays, et lui-même assume de se présenter comme un « socialiste ». A gauche aussi, des tabous tombent, sous l'effet d'une certaine radicalisation (rappelons que les sondages montrent que de plus en plus de personnes disent préférer le « socialisme » au « capitalisme » - bien sûr avec des concepts sans doute flous – et une majorité chez les jeunes et les Noir-e-s[4]). Alors que Barack Obama a passé son temps à démentir être « socialiste », Bernie Sanders a du succès en assumant cette étiquette.

Pourtant, le projet de Bernie Sanders n'est pas du socialisme. Les grandes entreprises resteraient aux mains de leurs PDG et l'exploitation des salarié-e-s resterait le fondement de la société. *The Economist**[5]*** ou le *Washington Post**[6]*** l'expliquent d'ailleurs très bien, et d'autres média orientés business expliquent qu'il y a déjà eu des présidents en faveur de ce type de réformisme[7]. Ils n'ont pas l'air spécialement effrayés par un rouge au couteau entre les dents, mais considèrent simplement que les promesses de Sanders ne pourront pas être réalisées.

Aucun procès d'intention malhonnête là-dedans, Sanders l'exprime lui-même :

> *« Pour moi, le socialisme démocratique, c'est de maintenir le puissant esprit d'entreprise qui caractérise ce pays, afin de continuer à produire de la richesse, mais en s'assurant que cette richesse est mieux redistribuée que ce n'est le cas actuellement. »**[8]***

Dans l'absolu, certains capitalistes seraient en réalité prêts à accepter de perdre un peu pour acheter la paix sociale. Le milliardaire Warren Buffet, qui s'exprime régulièrement dans ce sens, a affirmé son admiration pour la campagne de Sanders.[9]

Si Trump représente un populisme autoritaire (sans avoir les caractéristiques du fascisme), Sanders se rapproche de ce que peuvent être les socialistes réformistes en Europe.

Dans sa jeunesse étudiante, il était membre de la *Young People's Socialist League*, qui était alors (années 1960) influencée par le trotskisme. Il était de la génération d'activistes contre la guerre du Vietnam, pour le Mouvement des Droits Civiques, contre les violences policières… On peut légitimement supposer qu'il a plus de convictions sincères que la plupart des Démocrates.

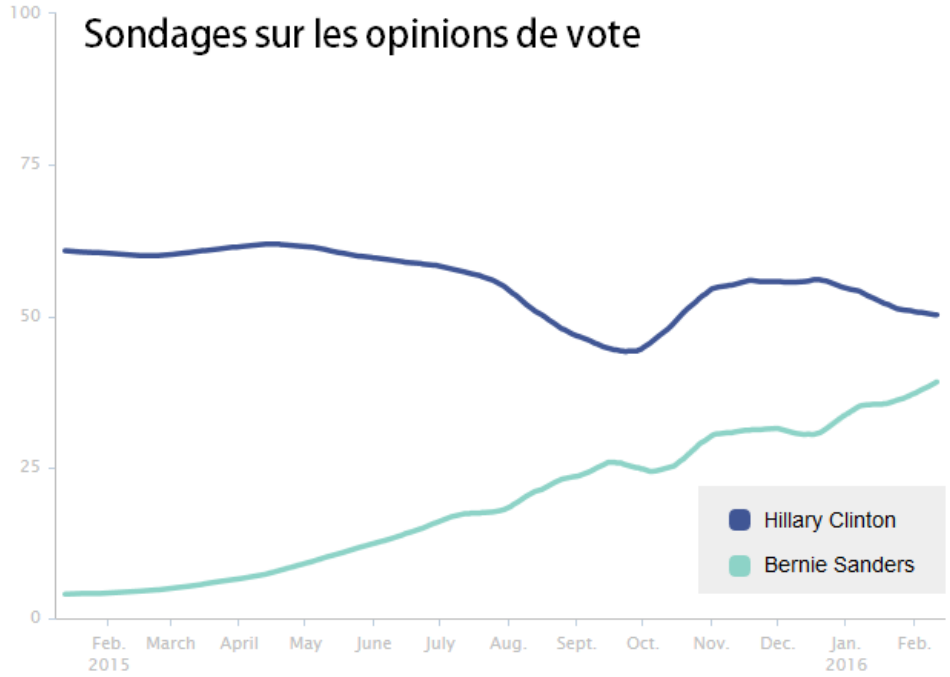
Seulement voilà, Sanders est un politicien professionnel depuis 35 ans (élu maire en

1981, député en 1991, sénateur en 2007…), il est affilié à un parti bourgeois, et cela a des conséquences. Ce n'est évidemment pas un milliardaire (il est 47 fois moins riche que Clinton et 10795 fois moins riche que Trump) mais il est néanmoins 8 fois plus riche que la majorité de la population.[10]

Au Sénat il vote avec les Démocrates dans 98 % des cas, en particulier sur les questions budgétaires ou de sécurité… Il a par exemple voté le dernier budget, qui comprend notamment des hausses de dépenses militaires. S'il est opposé au *Patriot Act et soutient Edward Snowden (condamné unanimement par les autres)*, il a voté de nombreuses autres restrictions des libertés publiques. S'il a voté contre les interventions en Irak (1991 et 2002), il a voté pour l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et pour le soutien à Israël, il continuera d'utiliser les drones tueurs…[11]

Sanders donne aussi de nombreux signes qu'il reste compatible avec l'appareil démocrate. Depuis le début, il a affirmé qu'il ne se présentait non pas *« contre Hillary, mais pour Hillary »* et qu'il se rallierait à sa campagne sans conditions en cas d'échec.

En dépit de ses liens profonds avec le mouvement syndical, le Parti démocrate est un parti ouvertement bourgeois. Il est financé abondamment par les milliardaires et les grands groupes capitalistes. Historiquement, il est le cimetière des luttes sociales[12]. L'appareil du Parti a les moyens, par le système des "super-délégués" non-élus qui représentent un sixième du total des délégués, de peser lourdement sur la nomination du candidat à la présidentielle[13]. Même s'il obtenait la nomination, Sanders ne pourrait pas compter sur l'appareil du Parti, qui lui est majoritairement hostile, pour le soutenir lors de la campagne présidentielle. S'il veut vraiment défendre un programme favorable aux intérêts des travailleur-e-s, des femmes, des personnes racisées, des LGBTI et de tou-te-s les opprimé-e-s, il doit donc quitter le Parti démocrate au moment opportun et lancer une dynamique pouvant déboucher sur la création d'un parti politique indépendant de la bourgeoisie.



Mieux que rien ?

Quoi qu'il en soit, le contraste avec les autres candidats est frappant, et doit être souligné. Surtout, son succès montre que la classe travailleuse aspire à « autre chose », aux Etats-Unis comme ailleurs. Son succès a surpris tous les commentateurs, qui n'hésitaient à le disqualifier d'emblée il y a quelques mois. Alors que les autres candidats sont riches et soutenu-e-s par des riches[14], Sanders refuse les grosses donations, et pourtant il a vu affluer de très nombreux petits dons individuels. Alors que les autres candidat-e-s sont les favoris des grands médias, Sanders peut compter sur une armada de supporters/rices, notamment des jeunes sur les réseaux sociaux. Alors que les directions de l'AFL-CIO est liée à Clinton, la base des syndicats penche vers Sanders.[15]

Faut-il alors soutenir Bernie Sanders par logique du « mieux que rien » ? Ne serait-ce pas un bol d'air pour la population si les riches pouvaient être taxés pour aider les pauvres ? Un « Etat-providence » capitaliste serait bien sûr un grand progrès.

Seulement, même dans le cas où il serait élu, il est très peu probable que Bernie Sanders applique réellement son programme. Qui fait vraiment la loi aux USA ? Les « *corporations* ». Les « fédéraux » et le Sénat ne sont que leurs fonctionnaires. Tout comme un président Noir n'a rien changé au racisme structurel du pays, un président « social » n'empêchera pas l'exploitation. Il faut rappeler la promesse d'Obama lors de son élection en 2008 d'instaurer une couverture maladie publique (une des seules promesses substantielles), qui s'est réduite finalement à peau de chagrin.

Il faut d'ailleurs reconnaître un grand mérite à Bernie Sanders, celui de parler des lobbies et d'appeler à la mobilisation populaire et de ne pas se contenter de voter :

> *« Laissez-moi vous dire quelque chose qu'aucun autre candidat à la présidentielle ne vous dira. Cela n'a rien à voir avec le candidat qui sera président, mais cette personne ne sera pas en mesure répondre aux immenses problèmes que rencontrent les familles des travailleurs de notre pays. Ils ne seront pas en mesure de réussir parce que le pouvoir des entreprises, le pouvoir de Wall Street, le pouvoir des donateurs de campagnes est tellement fort qu'aucun président seul ne peut leur faire face. C'est la vérité. Les gens peuvent se sentir mal à l'aise de l'entendre, mais c'est la réalité. Et c'est ça l'enjeu de cette campagne, c'est de dire haut et clairement : il ne s'agit pas uniquement d'élire Bernie Sanders président. Il s'agit de créer un mouvement politique du peuple dans ce pays. »**[16]***

Ce genre d'appel est un point d'appui extrêmement positif. Mais pour Sanders, cela fait partie de la stratégie réformiste prétendant « aider le gouvernement » par des mobilisations en sa faveur. Il y a là en germe une vision différente qui conduirait forcément à un conflit si un mouvement révolutionnaire menaçait de passer de la délégation à l'autogestion générale.

D'un point de vue plus général, Sanders prend pour modèle la social-démocratie nordique au moment où celle-ci n'a jamais été aussi mal en point[17]. La stagnation économique, voire la crise financière qui menace d'éclater à nouveau, ne laisse pas de marge de manœuvre pour ce genre de politique de redistribution.

Pour toutes ces raisons, les révolutionnaires ne peuvent pas se contenter de faire l'éloge de Sanders. Il faut savoir apprécier les aspirations positives qu'il représente et le début de radicalisation qu'il peut stimuler. Mais, justement parce que la crise du capitalisme est partie pour durer, il faut garder la tête froide. Les désillusions comme celles qui a suivi le reniement de Tsipras coûtent parfois très cher, et elles ne peuvent être des expériences utiles que si elles ont permis à des militant-e-s du mouvement ouvrier de faire progresser le niveau d'organisation et de conscience.

Il est indispensable de reconstruire un mouvement ouvrier indépendant, en particulier en rompant les liens des syndicats avec l'appareil démocrate. Et il est tout aussi indispensable de construire en son sein une organisation capable de maintenir un cap révolutionnaire socialiste et de le populariser.

---

[1] http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/10/13/31002-20151013ARTFIG00342-primaire-democrate-bernie-sanders-le-socialiste-americain-qui-lutte-contre-les-inegalites.php

[2] http://www.nytimes.com/interactive/2016/us/elections/election-2016-campaign-money-race.html?_r=0

[3] Ce slogan est un peu symbolique de certaines illusions réformistes « anti-finance ». La bourgeoisie (et non les seuls financiers) représente plus que 1 %.

[4] https://www.washingtonpost.com/news/rampage/wp/2016/02/05/millennials-have-a-higher-opinion-of-socialism-than-of-capitalism/

[5] http://www.economist.com/blogs/democracyinamerica/2016/02/bernie-manifesto

[6] https://www.washingtonpost.com/blogs/plum-line/wp/2015/11/20/how-bern-e-sanders-is-mainstreaming-democratic-socialism/

[7] http://qz.com/534368/if-elected-bernie-sanders-wouldnt-be-americas-first-socialist-president/

[8] http://finance.yahoo.com/news/socialism-network-finds-friends-192800764.html

[9] http://uk.businessinsider.com/warren-buffett-bernie-sanders-hillary-clinton-2015-9?r=US&IR=T

[10] http://moneynation.com/bernie-sanders-net-worth/

[11] http://thehill.com/policy/national-security/252270-sanders-i-wouldnt-end-drone-program

[12] Lance Selfa, *The Democrats: A Critical History*, Chicago: Haymarket Books, 2008.

[13] Malgré le match nul dans les primaires de l'Iowa et sa nette victoire dans le New Hampshire, Sanders a nettement moins de délégués que Hillary. Il mène en nombre de délégués élus (36 contre 32). Mais les "superdélégués", cooptés parmi l'appareil du Parti démocrate, sont pour l'instant extrêmement favorables à Hillary (362 contre 8, 342 ne s'étant pas encore prononcés). Historiquement, l'appareil du Parti démocrate a également recouru à toutes sortes de manœuvres pour influencer la désignation du candidat, par exemple en refusant de reconnaître les délégations anti-ségrégation comme le Mississipi Freedom Democratic Party en 1964. Cette année, dès la primaire de l'Iowa, de nombreuses manœuvres bureaucratiques ont été recensées dans les assemblées locales.

[14] Près de la moitié des fonds levés sont donnés par une centaine de grandes familles. http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/10/13/31002-20151013ARTFIG00342-primaire-d

emocrate-bernie-sanders-le-socialiste-americain-qui-lutte-contre-les-inegalites.php

[15] http://inthesetimes.com/working/entry/18786/unions-bernie-sanders-hillary-clinton-labor

[16] https://www.facebook.com/FranceWithBernieSanders/?target_post=841908582596360&ref=story_permalink

[17] Jacobin Magazine, What Makes Scandinavia Different? Août 2015

Julien Varlin, le 18 février 2016